

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de " Haute Ecole namuroise catholique-HENAC " vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen*

Art. 7. In de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de " Haute Ecole namuroise catholique-HENAC " vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen, wordt in de Franse versie het woord "Accoucheuse" vervangen door het woord "Sage-femme".

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de " Haute Ecole Francisco Ferrer de la ville de Bruxelles " vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen*

Art. 8. In de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de " Haute Ecole Francisco Ferrer de la ville de Bruxelles " vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen, wordt in de Franse versie het woord "Accoucheuse" vervangen door het woord "Sage-femme".

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de "Haute Ecole libre de Bruxelles - Ilya Prigogine" vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen*

Art. 9. In de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2006 waarbij de opleidingen georganiseerd door de " Haute Ecole libre de Bruxelles - Ilya Prigogine " vanaf het academiejaar 2006-2007 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen, wordt in de Franse versie het woord "Accoucheuse" vervangen door het woord "Sage-femme".

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit treedt in werking voor het academiejaar 2008-2009.

Art. 11. De Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Présidente en Minister van Hoger onderwijs,
Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1827

[2008/202049]

24 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 806/2003 de la Commission du 14 avril 2003;

Vu le Règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole (FEADER);

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER);

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91;

Vu la Décision C(2007) 6083 de la Commission du 30 novembre 2007 approuvant le programme de développement rural de la Wallonie (Belgique), pour la période de programmation 2007-2013;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1998 et 3 septembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 août 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté ministériel portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 6 avril 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 février 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2008;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures pour transposer dans une base légale les propositions comprises dans le programme de développement rural wallon qui couvre la période 2007-2013, et pour assurer plus spécifiquement la continuité du régime d'aide à l'agriculture biologique;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1^o producteur : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole quelles que soient les spéculations;

2^o exploitation : l'ensemble des unités de production, dont le siège est situé sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même producteur;

3^o unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les fertilisants, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue d'exploiter une ou plusieurs spéculations agricoles, horticoles ou d'élevage;

4^o demande d'aide à la surface : la demande annuelle au titre des régimes d'aides visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, point a) et point b) iii), du Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires ou, à partir de l'année civile 2005, la demande annuelle pour les paiements directs visée à l'article 22, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

5^o déclaration de superficie : déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 6, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

6^o Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

7^o administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

8^o Service extérieur compétent : la Direction du Service extérieur de l'administration qui traite la demande d'aide à la surface du producteur concerné. Toutefois, pour des terres situées dans la Région wallonne alors que le producteur a son adresse de correspondance en dehors de celle-ci, le Service extérieur gestionnaire du dossier concerné est celui de l'adresse de l'unité de production considérée en Région wallonne ou, éventuellement, le Service extérieur retenu par l'administration. En absence d'unité de production en Région wallonne ou de bâtiment agricole rattaché aux terres exploitées en Région wallonne par ce producteur, le Service extérieur compétent est celui du ressort duquel se trouve la commune où se situe la plus grande partie des terres visées;

9^o déclaration de superficie et demande d'aides : le formulaire, établi par l'administration, qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie leur localisation et leur utilisation (culture et destination);

10^o Sanitel : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux.

Art. 2. Pour pouvoir bénéficier des aides à l'agriculture biologique, le producteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CEE) n° 1782/2003;

2^o disposer de terres situées en Région wallonne conduites selon le mode de production biologique conformément aux dispositions du Règlement (CEE) n° 2092/91 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires et de l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 septembre 2000.

Seules les parcelles considérées situées en Région wallonne peuvent faire l'objet d'une aide en application du présent arrêté. Toutefois, les parcelles situées en dehors de la Région wallonne peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la charge en bétail, dans les limites prévues par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

3^o gérer son exploitation agricole conformément aux dispositions du Règlement (CEE) n° 2092/91;

4° au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction des demandes d'aides à la surface, avoir notifié son activité à un organisme de contrôle privé agréé en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 17 avril 1992;

5° s'engager, pour les parcelles pour lesquelles il demande les aides à l'agriculture biologique, à appliquer le mode de production biologique, sans interruption, pendant au moins cinq ans;

6° introduire annuellement auprès de l'administration et selon ses instructions, une déclaration de superficie dans laquelle il déclare toutes les parcelles de son exploitation;

7° introduire, au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction des demandes d'aides à la surface, la demande d'aides à l'agriculture biologique par le biais du formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides en se conformant aux instructions communiquées à cet effet par l'administration;

8° joindre à sa demande annuelle d'aide à l'agriculture biologique, selon les instructions de l'administration, toutes les preuves nécessaires au calcul du montant de l'aide annuelle;

9° lorsqu'un système d'identification et d'enregistrement des animaux est organisé, faire identifier et enregistrer tous les animaux de son exploitation. Tous ces animaux identifiés doivent être localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par le producteur concerné par les présentes aides. Le producteur autorise l'administration à consulter les données le concernant relatives à toutes ces identifications et enregistrements (notamment les données "Sanitel");

10° au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction des demandes d'aides à la surface, avoir notifié à l'organisme de contrôle privé agréé susmentionné, l'utilisation selon le mode de production biologique de toutes parcelles pour lesquelles l'aide est demandée et exploiter celles-ci jusqu'au terme de la même année, et ce, sans préjudice des obligations prévues dans d'autres régimes d'aide.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'octroi de l'aide à l'agriculture biologique, sont définis quatre groupes de cultures (y compris les jachères). Pour chaque groupe, les cultures sont désignées selon les dénominations et codes cultures utilisés dans le cadre de la demande d'aide à la surface de l'année considérée. Ces groupes sont les suivants :

1° groupe de cultures 1 "prairies, fourrages de base" : ce groupe concerne les cultures suivantes :

maïs ensilage code 201

maïs grain code 202

prairie permanente code 61

pâturage à statut particulier code 613

prairie temporaire code 62

trèfle code 72

luzerne code 73

autres fourrages code 743

2° groupe de cultures 2 "jachères" : ce groupe concerne les cultures suivantes :

jachères - légumineuses code 83

jachères - mélange de graminées et de légumineuses code 84

jachères - autres couverts annuels permettant l'utilisation

des droits jachères code 85

jachères - couvert à base d'un mélange certifié de semences avec au moins 20 % de chaque famille code 851

jachères - mélange jachère faune code 852

3° groupe de cultures 3 "horticulture et arboriculture" : ce groupe concerne les cultures suivantes :

cultures maraîchères de pleine terre code 951

cultures maraîchères sous verre code 952

pépinières de plants fruitiers ou de plantes ornementales code 9520

plantes aromatiques code 953

plantes médicinales code 957

cultures horticoles non comestibles code 96

cultures fruitières pluriannuelles code 971

cultures fruitières annuelles code 972

noisetier code 9201

noyer code 9202

houblon code 9822

4° groupe de cultures 4 "autres cultures annuelles" : ce groupe concerne les cultures autres que celles énumérées pour les groupes de cultures 1, 2 et 3, à l'exception des couvertures végétales suivantes :

jachères - jachère nue/couvert spontané code 81

jachères - graminées code 82

cultures non alimentaires de l'annexe 5bis code 882

cultures forestières à rotation courte code 883

miscanthus code 884

boisement de terre agricole code 891

terres non agricoles en couvert forestier code 893

pépinières de plants forestiers code 9560

sapins de Noël code 962

autres couverts ne permettant pas l'utilisation de droits code 982

tabac code 9821.

§ 2. Pour les quatre groupes de cultures susmentionnés, l'aide annuelle est établie en fonction de la superficie engagée selon les montants et les tranches de superficies suivants :

1° pour les groupes 1 et 2 visés au § 1^{er}, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale cumulée pour les deux groupes considérés :

275 euros/ha pour les 32 premiers hectares,;

150 euros/ha au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;

75 euros/ha au-delà du 64^e hectare;

2° pour le groupe 3, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale pour ce groupe :

750 euros/ha pour les 14 premiers hectares;

450 euros/ha au-delà du 14^e hectare;

3° pour le groupe 4, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale pour ce groupe :

350 euros/ha pour les 32 premiers hectares;

225 euros/ha au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;

150 euros/ha au-delà du 64^e hectare.

§ 3. Aucune aide à l'agriculture biologique n'est accordée lorsque la proportion représentée par les superficies déterminées pour les cultures du groupe 2 visé au § 1^{er} est supérieure à 50 % de la superficie totale déterminée pour toutes les cultures faisant l'objet de la demande d'aides à l'agriculture biologique.

Art. 4. § 1^{er}. Pour le producteur qui procède à la conversion de son exploitation en une exploitation agricole ou horticole ou d'élevage conduite selon le mode de production biologique et qui satisfait aux conditions visées à l'article 2, une surprime de 150 euros/ha est octroyée pour les superficies éligibles n'ayant jamais bénéficié d'aides à l'agriculture biologique. Cette surprime annuelle est versée pendant une période de deux ans.

Lorsque, pendant la période d'engagement, le producteur convertit au mode de production biologique des superficies supplémentaires qui n'ont jamais bénéficié d'aides à l'agriculture biologique, une surprime annuelle identique de 150 euros/ha est octroyée à ces superficies pendant une période maximale de deux ans mais toutefois limitée à la fin de la période d'engagement.

§ 2. L'engagement de cinq ans dans le régime d'aides à l'agriculture biologique est lié aux parcelles déclarées par le producteur lors de la première année dudit engagement. Lorsque le producteur sollicite, en cours d'engagement, l'aide à l'agriculture biologique pour des parcelles supplémentaires :

1) aucune augmentation n'est accordée si les parcelles supplémentaires ne représentent pas une augmentation de 10 % ou plus des superficies pour lesquelles une aide à la production biologique est demandée;

2) les nouvelles parcelles sont incluses dans l'engagement en cours pour la période d'engagement restant à courir lorsqu'elles entraînent une augmentation de 10 % ou plus des superficies pour lesquelles une aide à la production biologique est demandée;

3) lorsque l'augmentation atteint ou dépasse 50 % des superficies pour lesquelles une aide à la production biologique est demandée, l'engagement en cours est remplacé par un nouvel engagement de cinq ans; les parcelles correspondant au nouvel engagement ne doivent pas strictement correspondre aux parcelles de l'engagement antérieur.

Art. 5. § 1^{er}. Pour les superficies déclarées pour le groupe de cultures 1 "prairies, fourrages de base", tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°, le calcul de l'aide visée aux articles 3 et 4 prend en compte la totalité des superficies déterminées pour ce groupe lorsque la charge en bétail de l'exploitation est supérieure ou égale à 0,6 Unité Gros Bétail (U.G.B.) par hectare de superficies cumulées déclarées pour les groupes de cultures 1 ("prairies, fourrages de base") et 2 ("jachères") tels que visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°.

Lorsque la charge en bétail de l'exploitation est inférieure à 0,6 U.G.B. par hectare de superficies cumulées déterminées pour les groupes de cultures 1 ("prairies, fourrages de base") et 2 ("jachères") tels que visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide relative au groupe de cultures 1 ("prairies, fourrages de base") sont plafonnées aux superficies du groupe 1 nécessaires pour que la charge en bétail susmentionnée atteigne 0,6 U.G.B. par hectare.

Les animaux retenus dans le calcul de la charge doivent être élevés selon le mode de production biologique et leur détenteur doit être le producteur concerné par les présentes aides. Tous ces animaux doivent être localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par ce producteur.

La charge en bétail correspondant à ces animaux est la charge moyenne annuelle qu'ils représentent au niveau de l'exploitation pour l'année civile considérée. Cette charge est établie en prenant en compte les éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières correspondantes provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitel, en ce qui concerne les bovins;

2° le nombre d'équidés déclarés par le producteur dans son formulaire de déclaration de superficie de l'année considérée et dont la présence dans l'exploitation est confirmée par l'organisme de contrôle privé agréé pour l'année considérée;

3° l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins correspondants.

Le calcul du nombre d'U.G.B. relatif à ces animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

1° bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 U.G.B.

2° bovins de 0 à six mois : 0,4 U.G.B.

3° bovins de six mois à deux ans : 0,6 U.G.B.

4° ovins ou caprins de plus de six mois : 0,15 U.G.B.

5° cervidés de plus de six mois : 0,25 U.G.B.

§ 2. Les parcelles comptant moins de 250 arbres fruitiers par hectare sont exclues du bénéfice des aides à l'arboriculture fruitière biologique.

Art. 6. En application des articles 27 et 44 du Règlement (CE) n° 1974/2006, lorsque, au cours de la période d'engagement, le bénéficiaire transfère tout ou partie de son exploitation à un autre producteur, celui-ci peut reprendre l'engagement pour la période restant à courir pour autant qu'il ait effectué et notifié cette reprise d'engagement conformément aux instructions de l'administration. Dans le cas contraire, le producteur cédant est obligé de rembourser les aides perçues depuis le début de son engagement.

Selon les modalités prévues à l'article 44 du Règlement (CE) n° 1974/2006, l'administration peut ne pas demander le remboursement en cas de cessation définitive des activités agricoles du producteur qui a déjà accompli une partie importante de son engagement pour autant qu'une reprise de cet engagement par un successeur soit irréalisable ou dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

Art. 7. Les contrôles de superficies des cultures déclarées sur les demandes d'aide et les contrôles des animaux faisant l'objet des présentes aides sont effectués par l'administration.

Ces contrôles comportent des vérifications croisées avec les données du SIGEC et avec les données "Sanitel". Les contrôles sont basés en outre, le cas échéant, sur les recensements établis par l'organisme de contrôle chargé de contrôler l'application du cahier des charges de l'agriculture biologique au sein de l'exploitation du producteur ainsi que sur les déclarations complémentaires du producteur.

Art. 8. L'administration est chargée du versement des aides à l'agriculture biologique ainsi que du recouvrement des paiements indus.

Sauf dans des cas dûment justifiés, les aides sont payées aux bénéficiaires une fois par an, au plus tard dans les cinq mois suivant la fin de l'année civile de l'introduction des demandes.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur-demandeur d'aide.

L'inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

§ 2. Les contrôles, réductions et exclusions sont appliqués conformément aux Règlements (CE) n° 1974/2006 et (CE) n° 1975/2006.

Sans préjudice des modalités d'application des pénalités prévues au règlement précité, en cas de différence constatée entre les superficies déclarées par le producteur pour un groupe de cultures tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, et les superficies déterminées lors des contrôles administratifs ou lors des contrôles sur place, l'aide octroyée est calculée en répartissant la réduction de superficies engendrée par l'application des réductions et exclusions sur les superficies des différentes tranches de superficies prévues à l'article 3, § 2, selon la proportionnalité de chacune de ces tranches par rapport à la superficie totale déterminée pour ce groupe de cultures.

Tout paiement indu, est récupéré conformément à l'article 73 du Règlement (CE) n° 796/2004. Le montant payé indûment peut être porté en déduction du premier paiement qui suit la date de décision de remboursement, quelle que soit l'aide concernée par ledit paiement.

Art. 10. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application du présent arrêté et de ses modalités d'application doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée auprès de l'Inspecteur général de l'administration endéans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés ni sur le calcul des éventuels intérêts de retard.

Art. 11. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 portant instauration d'un régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire ou à maintenir des méthodes de l'agriculture biologique, est abrogé.

Toutefois, pour les producteurs bénéficiant au titre de l'exercice 2006 ou d'un exercice antérieur des aides octroyées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003, cette réglementation reste d'application jusqu'au terme de leur engagement de cinq ans.

§ 2. Par dérogation au 2^e alinéa du § 1^{er} du présent article et au § 2 de l'article 4, lorsque le producteur demande à engager des parcelles supplémentaires à un engagement en cours pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 :

1) aucune augmentation n'est accordée si les parcelles supplémentaires ne représentent pas une augmentation de 10 % ou plus des superficies pour lesquelles une aide à la production biologique est demandée;

2) l'engagement en cours est remplacé par un nouvel engagement de cinq ans au titre du présent arrêté lorsque les parcelles supplémentaires représentent une augmentation 10 % ou plus des superficies pour lesquelles une aide à la production biologique est demandée; les parcelles correspondant au nouvel engagement ne doivent pas strictement correspondre aux parcelles de l'engagement antérieur.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1827

[2008/202049]

24. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 806/2003 der Kommission vom 14. April 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

Aufgrund der Entscheidung C(2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007 zur Genehmigung des Programms der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2007-2013;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Juli 1998 und vom 3. September 2000;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. August 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

Aufgrund des Ministerialerlasses über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 6. April 2008;

Aufgrund des am 29. Februar 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. April 2008 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, Maßnahmen unverzüglich zu treffen, um die im wallonischen Programm für ländliche Entwicklung, das den Zeitraum 2007-2013 abdeckt, enthaltenen Vorschläge rechtlich umzusetzen und um insbesondere die Kontinuität der Beihilferegulierung für die biologische Landwirtschaft zu sichern;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erzeuger: der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche bzw. juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb führt, ungeachtet um welche Produktionen es sich handelt;

2° Betrieb: alle Produktionseinheiten, deren Sitz auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen ist und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

3° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Düngemittel, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft, des Gartenbaus oder der Tierzucht zu bewirtschaften;

4° Antrag auf Flächenbeihilfe: der jährliche Antrag im Rahmen der Beihilferegulungen, die in Artikel 1, § 1, Punkt a) und Punkt b) iii) der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen erwähnt werden, oder ab dem Kalenderjahr 2005 der jährliche Antrag auf direkte Zahlungen, der in Artikel 22, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

5° Flächenerklärung: Erklärung des Erzeugers, in der alle von ihm bewirtschafteten landwirtschaftlichen Parzellen und deren Flächen angegeben werden, was auch immer die Produktionen sind, gemäß Artikel 6, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

6° Minister: der Minister der Landwirtschaft;

7° Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

8° zuständige Außendienststelle: die Direktion der Außendienststelle der Verwaltung, die den Antrag auf Flächenbeihilfe des betroffenen Erzeugers behandelt. Wenn Flächen in der Wallonischen Region liegen und der Erzeuger eine Korrespondenzanschrift außerhalb dieser Region besitzt, ist jedoch die die betroffene Akte verwaltende Außendienststelle diejenige, die für die Anschrift der in der Wallonischen Region betroffenen Erzeugungseinheit zuständig ist oder eventuell diejenige, die von der Verwaltung gewählt wird. In Ermangelung einer Erzeugungseinheit in der Wallonischen Region oder eines landwirtschaftlichen Gebäudes, das mit den von diesem Erzeuger in der Wallonischen Region bewirtschafteten Flächen verbunden ist, ist die zuständige Außendienststelle diejenige, die für die Gemeinde, wo der größte Teil der betroffenen Flächen liegt, zuständig ist.

9° Flächenerklärung und Beihilfeantrag: das von der Verwaltung erstellte Formular, das die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Direktzahlungen und bestimmter Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung umfasst, sowie die Aspekte der Durchführung und der Kontrolle im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen und mit anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Informationen, die die Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche und ihrer Nutzung (Kultur und Zweckbestimmung) ermöglicht;

10° Sanitel: automatisiertes System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere.

Art. 2 - Um in den Genuss der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft zu gelangen, muss der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 1782/2003 in Zusammenhang mit dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem (SIGEC) bei der Verwaltung identifiziert sein;

2° über Ländereien verfügen, die in der Wallonischen Region liegen, und die nach dem biologischen Produktionsverfahren bewirtschaftet werden, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 2090/91 bezüglich der biologischen Produktionsmethode von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und der entsprechenden Kennzeichnung auf landwirtschaftlichen Erzeugnissen und Lebensmitteln und dem Königlichen Erlass vom 17. April 1992 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 3. September 2000.

Nur für die betreffenden Parzellen, die innerhalb der Wallonischen Region gelegen sind, kann in Anwendung des vorliegenden Erlasses eine Beihilfe gewährt werden. Die außerhalb der Wallonischen Region gelegenen Parzellen können jedoch bei der Berechnung des Tierbesatzes in den durch Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen festgelegten Grenzen berücksichtigt werden;

3° seinen landwirtschaftlichen Betrieb in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 führen;

4° spätestens an dem für das Einreichen der Anträge auf Flächenbeihilfe festgelegten Datum eine gemäß Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 zugelassene private Kontrolleinrichtung über seine Tätigkeit informiert haben;

5° sich verpflichten, auf den Parzellen, für die er Beihilfen für die biologische Landwirtschaft beantragt, während mindestens fünf Jahren ununterbrochen biologische Produktionsmethoden anzuwenden;

6° jährlich bei der Verwaltung nach den von ihr festgelegten Anweisungen eine Flächenerklärung einreichen, in der er alle Parzellen seines Betriebes anführt;

7° den Antrag auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft spätestens am für die Einreichung der Anträge auf Flächenbeihilfen festgesetzten Datum mittels des Formulars für Flächenerklärungen und Beihilfeanträge einreichen, dies gemäß den zu diesem Zweck mitgeteilten Anweisungen der Verwaltung;

8° seinem jährlichen Antrag auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft nach den von der Verwaltung festgelegten Anweisungen alle für die Berechnung des Betrags der jährlichen Beihilfe notwendigen Belege beifügen;

9° wenn ein System zur Identifizierung und Registrierung der Tiere organisiert wird, alle Tiere seines Betriebes identifizieren und registrieren lassen. All diese identifizierten Tiere müssen sich in der oder den Produktionseinheiten, die von dem Erzeuger, der die betreffenden Beihilfen beantragt, bewirtschaftet werden, befinden; Der Erzeuger erlaubt der Verwaltung, Einsicht in die ihn betreffenden Daten bezüglich all dieser Identifizierungen und Registrierungen (insbesondere die „Sanitel“-Daten) zu nehmen;

10° spätestens an dem für das Einreichen der Anträge auf Flächenbeihilfe festgelegten Datum der vorerwähnten zugelassenen privaten Kontrolleinrichtung mitgeteilt haben, welche Parzellen, für die eine Beihilfe beantragt wird, unter Anwendung biologischer Produktionsmethoden bewirtschaftet werden, und diese bis zum Jahresende desselben Jahres bewirtschaften, unbeschadet der in anderen Beihilferegelungen vorgesehenen Verpflichtungen.

Art. 3 - § 1. Für die Gewährung der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft werden vier Kulturgruppen (einschließlich Brachland) definiert. Für jede Gruppe werden die Kulturpflanzen nach ihren Bezeichnungen und Kulturcodes bestimmt, die im Rahmen des Antrags auf Flächenbeihilfe für das betreffende Jahr benutzt werden. Diese Gruppen sind die Folgenden:

1° Kulturgruppe 1 „Wiesen, Basisfuttermittel“: diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:

Silagemais Code 201

Körnermais Code 202

Dauerwiese Code 61

Weide mit besonderem Statut Code 613

Wechselwiese Code 62

Klee Code 72

Luzerne Code 73

sonstige Futtermittel Code 743

2° Kulturgruppe 2 „Brachland“: diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:

Brachland - Leguminosen Code 83

Brachland - Gemisch von Gräsern und Leguminosen Code 84

Brachland - sonstige jährliche Bodenbedeckungen, die die Nutzung der Rechte für Brachen ermöglichen Code 85

Brachland - Bodenbedeckungen aus einer zertifizierten Mischung von Saatgütern mit mindestens 20% von jeder Familie Code 851

Brachland - Mischung Brache-Fauna Code 852

3° Kulturgruppe 3 "Gartenbau und Baumzucht": diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:

Gemüsebau im Freiland Code 951

Treibhaus-Gemüsebau Code 952

Baumschulen von Obstbäumen oder Zierpflanzen Code 9520

Aromapflanzen Code 953

Heilpflanzen Code 957

Ungenießbare Gartenbaukulturen Code 96

mehrfährige Obstkulturen Code 971

Obstbau Einjahreskulturen Code 972

Haselnussbaum Code 9201

Walnussbaum Code 9202

Hopfen Code 9822

4° Kulturgruppe 4 "sonstige jährliche Kulturen": diese Gruppe betrifft Kulturen, die nicht unter den Kulturgruppen 1, 2 und 3 angeführt werden, mit Ausnahme der folgenden Pflanzendecken:

Brachland - unbedeckte Brache/spontane Bodenbedeckung Code 81

Brachland - Gräser Code 82

Non-Food-Kulturen der Anlage 5bis Code 882

Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit Code 883

Miscanthus Code 884

Aufforstung von landwirtschaftlichen Ländereien Code 891

Nichtlandwirtschaftliche Bodenflächen mit forstlicher Bedeckung Code 893

Baumschulen für forstliche Baumarten Code 9560

Weihnachtsbäume Code 962

sonstige Bedeckungen, die die Verwendung von Rechten nicht ermöglichen Code 982

Tabak Code 9821

§ 2. Für die vier oben erwähnten Kulturgruppen wird die jährliche Beihilfe im Verhältnis zu der Fläche, die Gegenstand der Verpflichtung ist, je nach folgenden Beträgen und Flächenabschnitten festgelegt:

1° für die in § 1 erwähnten Gruppen 1 und 2 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der zusammgelegten Gesamtfläche der beiden in Betracht gezogenen Gruppen gewährt:

275 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;

150 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;

75 Euro/ha ab dem 65. Hektar;

2° für die Gruppe 3 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der Gesamtfläche für diese Gruppe gewährt:

750 Euro/ha für die ersten 14 Hektar;

450 Euro/ha ab dem 15. Hektar;

3° für die Gruppe 4 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der Gesamtfläche für diese Gruppe gewährt:

350 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;

225 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;

150 Euro/ha ab dem 65. Hektar.

§ 3. Es wird keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt, wenn der Anteil, der von den Flächen dargestellt wird, die für die Kulturen der in § 1 erwähnten Gruppe 2 bestimmt sind, 50 % der Gesamtfläche überschreitet, die für alle Kulturen bestimmt ist, die den Gegenstand des Antrags auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft bilden.

Art. 4 - § 1. Für den Erzeuger, der seinen Betrieb in einen nach biologischen Produktionsmethoden geführten Landwirtschafts- oder Gartenbau- oder Zuchtbetrieb umwandelt, und den in Artikel 2 angeführten Bedingungen genügt, wird eine Mehrprämie in Höhe von 150 Euro/ha für die beihilfefähigen Flächen gewährt, für die noch keine Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gewährt worden sind. Diese jährliche Mehrprämie wird während eines Zeitraums von zwei Jahren gezahlt.

Wenn der Erzeuger im Laufe des Verpflichtungszeitraums auf zusätzlichen Flächen, für die noch nie Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gewährt worden sind, biologische Produktionsmethoden einführt, wird für diese Flächen eine identische jährliche Mehrprämie von 150 Euro/ha während maximal zwei Jahren gewährt, wobei die Zahlung dieser Prämie jedoch am Ende des Verpflichtungszeitraums eingestellt wird.

§ 2. Die Verpflichtung von fünf Jahren im Rahmen der Beihilferegelung für biologische Landwirtschaft ist an die Parzellen gebunden, die vom Erzeuger während des ersten Jahres besagter Verpflichtung angegeben wurden. Wenn der Erzeuger im Laufe des Verpflichtungszeitraums die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft für zusätzliche Parzellen beantragt,

1) wird keine Erhöhung gewährt, wenn die zusätzlichen Parzellen nicht eine Erhöhung um mindestens 10% der Flächen darstellen, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird;

2) sind die neuen Parzellen in der laufenden Verpflichtung für die noch zu laufende Zeit des Verpflichtungszeitraums einbegriffen, wenn sie eine Erhöhung um mindestens 10% der Flächen darstellen, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird;

3) wenn die Erhöhung mindestens 50% der Flächen erreicht, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird, wird die laufende Verpflichtung durch eine neue Verpflichtung für fünf Jahre ersetzt; die Parzellen, die der neuen Verpflichtung entsprechen, müssen nicht genau den Parzellen der früheren Verpflichtung entsprechen.

Art. 5 - § 1. Was die Flächen betrifft, die in der Kulturgruppe 1 "Wiesen, Basisfuttermittel" im Sinne von Artikel 3, § 1, 1° angegeben worden sind, werden bei der Berechnung der Beihilfe im Sinne von Art. 3 und 4 die gesamten für diese Gruppe bestimmten Flächen berücksichtigt, wenn der Tierbesatz des Betriebs mindestens 0,6 Großvieheinheiten (GVE) pro ha der Summe der für die in der Kulturgruppe 1 ("Wiesen, Basisfuttermittel") und 2 ("Brache") im Sinne von Art. 3, § 1, 1° und 2° angegebenen Flächen.

Wenn der Tierbesatz des Betriebs weniger als 0,6 Großvieheinheiten (GVE) pro ha der Summe der Flächen, die für die Kulturgruppen 1 ("Wiesen, Basisfuttermittel") und 1 ("Brache") im Sinne von Art. 3, § 1, 1° und 2° bestimmt worden sind, beträgt, werden die für die Berechnung der Beihilfe betreffend die Kulturgruppe 1 ("Wiesen, Basisfuttermittel") berücksichtigten Flächen auf die Flächen der Gruppe 1 begrenzt, die notwendig sind, damit der o.e. Tierbesatz 0,6 GVE pro ha erreicht.

Die bei der Berechnung des Tierbesatzes berücksichtigten Tiere müssen auf der Grundlage biologischer Produktionsmethoden gehalten werden, und ihr Halter muss der Erzeuger sein, der für die vorliegenden Beihilfen in Frage kommt. All diese Tiere müssen sich in der oder den Produktionseinheiten befinden, die von diesem Erzeuger bewirtschaftet werden.

Der Tierbesatz, der diesen Tieren entspricht, ist die jährliche durchschnittliche Besatzdichte, die sie für das betroffene Kalenderjahr im Betrieb darstellen. Diese Besatzdichte wird unter Berücksichtigung folgender Elemente berechnet:

1° der Durchschnitt der entsprechenden täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere "Sanitel", was die Rinder betrifft;

2° die Anzahl Equiden, die vom Erzeuger in seinem Flächenerklärungsformular des betreffenden Jahres angegeben wurden, deren Vorhandensein im Betrieb von der zugelassenen privaten Kontrolleinrichtung für das betreffende Jahr bestätigt wird;

3° die jährliche Bestandsaufnahme betreffend die Identifizierung und Registrierung der Schafe und Ziegen.

Die Berechnung der Anzahl GVE betreffend diese Tiere wird unter Zugrundelegung der nachfolgenden Koeffizienten durchgeführt:

1° Rinder von zwei Jahren und mehr, Equiden von mehr als sechs Monaten: 1 GVE

2° Rinder von 0 bis 6 Monaten: 0,4 GVE

3° Rinder von sechs Monaten bis zwei Jahren: 0,6 GVE

4° Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten: 0,15 GVE

5° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 GVE

§ 2. Die Parzellen mit weniger als 250 Obstbäumen pro Hektar werden von dem Vorteil der Beihilfen für die biologische Obstbaumzucht ausgeschlossen.

Art. 6 - Für den Fall, dass der Anspruchsberechtigte im Laufe des Verpflichtungszeitraums seinen gesamten Betrieb oder einen Teil davon einem anderen Erzeuger überträgt, kann dieser in Anwendung der Artikel 27 und 44 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 die Verpflichtung für den verbleibenden Zeitraum übernehmen, unter der Bedingung, dass er diese Übernahme gemäß den Anweisungen der Verwaltung durchgeführt bzw. notifiziert hat. Andernfalls ist der Erzeuger-Überlasser verpflichtet, die seit dem Beginn seiner Verpflichtung erhaltenen Beihilfen zurückzuzahlen.

Gemäß den in Art. 44 der Verordnung (CE) Nr. 1974/2006 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen hat die Verwaltung die Möglichkeit, im Falle der endgültigen Aufgabe der landwirtschaftlichen Tätigkeit des Erzeugers, der bereits einen Großteil seiner Verpflichtung erfüllt hat, die Rückerstattung nicht zu fordern, unter der Voraussetzung, dass eine Übernahme dieser Verpflichtung durch einen Nachfolger nicht durchführbar ist, oder bei höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen.

Art. 7 - Die Kontrolle der angebauten Flächen, die auf den Beihilfeanträgen erklärt sind, sowie die Kontrolle der Tiere, für die vorliegenden Beihilfen gewährt werden, werden von der Verwaltung durchgeführt.

Diese Kontrollen umfassen gegenseitige Überprüfungen mit den SIGEC- und Sanitel-Daten. Diese Kontrollen beruhen ggf. außerdem auf den Zählungen, die von der Einrichtung vorgenommen werden, die mit der Kontrolle der Anwendung des Lastenheftes für die biologische Landwirtschaft innerhalb des Betriebs des Erzeugers beauftragt ist, sowie auf den zusätzlichen Erklärungen des Erzeugers.

Art. 8 - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gezahlten Beträge beauftragt.

Außer in gebührend gerechtfertigten Fällen werden die Beihilfen einmal pro Jahr den Anspruchsberechtigten gezahlt, spätestens binnen fünf Monaten nach dem Ende des Kalenderjahrs, in dem die Anträge eingereicht worden sind.

Ungeachtet der von der Verwaltung angewandten Beihilferegulierung kann diese für den Fall, dass ein Betrag ungeschuldet bezahlt wurde oder eine zusätzliche Abgabe erhoben wird, einen Ausgleich mit jeglicher in dem vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger-Antragsteller zustehenden Beihilfe durchführen.

Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 9 - § 1. Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses können gemäß Art. 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im vorigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen betreffen.

§ 2. Die Kontrollen, Verringerungen und Ausschlüsse werden in Übereinstimmung mit den Verordnungen (EG) Nr. 1974/2006 und (EG) Nr. 1975/2006 angewandt.

Im Falle der Feststellung einer Differenz zwischen den von dem Erzeuger für eine Gruppe von Kulturen im Sinne von Art. 3 § 1 erklärten Flächen und den bei den Verwaltungskontrollen oder vor Ort vorgenommenen Kontrollen bestimmten Flächen wird die gewährte Beihilfe unbeschadet der Modalitäten für die Anwendung der in der genannten Verordnung vorgesehenen Sanktionen berechnet, indem die Verringerung der Flächen, die durch die Anwendung der Verringerungen und Ausschlüsse verursacht wurde, auf die Flächen der in Artikel 3, § 2 angeführten jeweiligen Flächenabschnitte verteilt wird, wobei das Verhältnis jedes dieser Abschnitte zu der Gesamtfläche, die der Erzeuger für diese Kulturgruppe angegeben hat, als Grundlage genommen wird.

Wurde ein ungeschuldeter Betrag gezahlt, so wird er in Übereinstimmung mit Art. 73 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 eingefordert. Der ungeschuldet gezahlte Betrag kann von der ersten Zahlung, die auf das Datum des Beschlusses der Rückzahlung folgt, abgezogen werden, unabhängig von der von besagter Zahlung betroffenen Beihilfe.

Art. 10 - Bei Strafe von Verfall muss jeglicher Einspruch gegen in Anwendung vorliegenden Erlasses und seiner Anwendungsmodalitäten getroffene Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des Beschlusses an den Generalinspektor der Verwaltung gerichteten Einschreiben eingereicht werden. Die Einreichung eines Einspruches hat keinen Einfluss auf die Aufhebung eines eventuellen Antrags auf Rückzahlung der ungeschuldet gezahlten Beträge noch auf die Berechnung der etwaigen Verzugszinsen.

Art. 11 - § 1. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 zur Einführung einer Beihilferegelung zugunsten der landwirtschaftlichen Betreiber, die sich zur Einführung oder Aufrechterhaltung der Verfahren der biologischen Landwirtschaft verpflichten wird aufgehoben.

Die Erzeuger, die aufgrund des Betriebsjahres 2006 oder eines früheren Betriebsjahres Anspruch auf Beihilfen haben, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 gewährt wurden, unterliegen jedoch weiterhin dieser Regelung bis zum Ende ihrer fünfjährigen Verpflichtung.

§ 2. In Abweichung vom 2. Absatz des § 1 vorliegenden Artikels und von § 2 von Artikel 4 gelten folgende Bestimmungen, wenn ein Erzeuger beantragt, sich für zusätzliche Parzellen zu einer laufenden, kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 eingegangenen Verpflichtung zu verpflichten:

1) keine Erhöhung wird gewährt, wenn die zusätzlichen Parzellen nicht eine Erhöhung um mindestens 10% der Flächen darstellen, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird;

2) wenn die zusätzlichen Parzellen eine Erhöhung von mindestens 10% der Flächen darstellt, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird, wird die laufende Verpflichtung durch eine neue Verpflichtung für 5 Jahre kraft vorliegenden Erlasses ersetzt; die Parzellen, die der neuen Verpflichtung entsprechen, müssen nicht genau den Parzellen der früheren Verpflichtung entsprechen.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

Art. 13 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1827

[2008/202049]

24 APRIL 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende steunverlening aan de biologische landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 806/2003 van de Commissie van 14 april 2003;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsonwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91;

Gelet op de Beslissing C(2007) 6083 van de Commissie van 30 november 2007 tot goedkeuring van het programma voor plattelandsonwikkeling van Wallonië (België) voor de periode 2007-2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1998 en 3 september 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende steun aan de biologische landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 augustus 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het ministerieel besluit houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 6 april 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 februari 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2008;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er onverwijld maatregelen genomen moeten worden om een wettelijke basis te geven aan de voorstellen opgenomen in het Waals programma voor plattelandsontwikkeling 2007-2013 en, meer specifiek, om de continuïteit van de steunregeling voor de biologische landbouw te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° producent : de landbouwexploitant, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of van rechtspersonen of van beiden, die op autonome wijze, voor eigen profijt en rekening een landbouwbedrijf beheert, ongeacht de speculaties;

2° bedrijf : het geheel van de productie-eenheden, waarvan de zetel op het geografische grondgebied van België gevestigd is en dat op autonome wijze door één en dezelfde producent beheerd wordt;

3° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de opslaginfrastructuur, meststoffen, fokdieren en gronden die voor de producent nodig zijn om één of meerdere landbouw-, tuinbouw- of veehouderijspeculaties te bedrijven voor zijn exclusief gebruik;

4° aanvraag om areaalsteun : de jaarlijkse steunaanvraag uit hoofde van de steunregelingen bedoeld in artikel 1, § 1, punt a) en punt b), iii), van Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen of vanaf het kalenderjaar 2005, de jaarlijkse aanvraag om rechtstreekse betalingen bedoeld in artikel 22, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

5° oppervlakteaangifte : aangifte van de producent waarin alle percelen die hij beheert alsook de oppervlakte ervan vermeld staan, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 6, § 1, van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

6° Minister : de Minister van Landbouw.

7° administratie : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

8° bevoegde buitendienst : de Directie van de buitendienst van de administratie die de aanvraag om areaalsteun van de betrokken producent behandelt. Als de grond in het Waalse Gewest ligt terwijl de producent er zijn correspondentieadres niet heeft, wordt het betrokken dossier beheerd door de buitendienst met het adres van de productie-eenheid die in aanmerking komt in het Waalse Gewest of, eventueel, door de buitendienst aangewezen door de administratie. Bij gebrek aan productie-eenheid in het Waalse Gewest of aan landbouwgebouw op de grond die door die producent in het Waalse Gewest geëxploiteerd wordt, is de bevoegde buitendienst die van het ambtsgebied van de gemeente waar het grootste gedeelte van bedoelde grond gelegen is;

9° oppervlakteaangifte en steunaanvraag : het door de administratieopgemaakte formulier, waarin de volgende gegevens voorkomen : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandsontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en maatregelen en andere communautaire of nationale regelingen, alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik (gewas en bestemming);

10° Sanitel : geautomatiseerd dataverwerkingssysteem voor de identificatie en registratie van dieren.

Art. 2. Om in aanmerking te kunnen komen voor steunverlening aan de biologische landbouw, moet de producent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° geïdentificeerd zijn bij de administratie in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS), overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 1782/2003;

2° beschikken over gronden gelegen in het Waalse Gewest en geëxploiteerd volgens de biologische productiemethode, overeenkomstig de voorschriften van Verordening (EEG) nr. 2092/91 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen en het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 september 2000.

Enkel de in het Waalse Gewest gelegen percelen kunnen overeenkomstig dit besluit in aanmerking komen voor steun. De percelen die buiten het Waalse Gewest gelegen zijn, kunnen echter voor de berekening van de veebezetting in aanmerking worden genomen binnen de perken bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

3° zijn landbouwbedrijf beheren overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 2092/91;

4° uiterlijk op de uiterste datum vastgelegd voor de indiening van de aanvragen om areaalsteun, zijn activiteit ter kennis hebben gebracht van een privé-controle-instelling die erkend is krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 april 1992;

5° wat betreft de percelen waarvoor steun voor de biologische landbouw wordt aangevraagd, zich ertoe verbinden gedurende minstens vijf jaar zonder onderbreking de biologische productiemethode toe te passen;

6° jaarlijks een oppervlakte-aangifte waarin alle percelen van het bedrijf aangegeven worden bij de administratie indienen, met inachtneming van haar instructies;

7° de steunaanvraag m.b.t. de biologische landbouw jaarlijks uiterlijk op de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen om areaalsteun aan de hand van het formulier voor oppervlakteaangifte en steunaanvraag bij de administratie indienen, met inachtneming van haar instructies;

8° alle bewijzen die nodig zijn voor de berekening van het bedrag van de jaarlijkse steun bij de jaarlijkse aanvraag tot steun aan de biologische landbouw voegen, met inachtneming van de instructies van de administratie;

9° alle dieren van het bedrijf laten identificeren en registreren indien een identificatie- en registratiesysteem georganiseerd wordt. Alle geïdentificeerde dieren bevinden zich in de productie-eenheid/eenheden beheerd door de producent die voor deze steun in aanmerking komt. De producent legt zijn gegevens betreffende al die identificaties en registraties (o.a. de gegevens "Sanitel") ter inzage van de administratie;

10° voornoemde erkende private controle-instelling uiterlijk op de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen om areaalsteun kennis geven van het gebruik volgens de biologische productiemethode van alle percelen waarvoor de steun wordt aangevraagd en die percelen tot het einde van hetzelfde jaar exploiteren, onverminderd de verplichtingen waarin andere steunregelingen voorzien.

Art. 3. § 1. Voor steunverlening aan de biologische landbouw worden vier teeltgroepen gedefinieerd (braakland inbegrepen). Voor elke groep worden de teelten aangewezen volgens de benamingen en teeltcodes gebruikt in het kader van de opperlaktesteunaanvraag van het jaar dat in aanmerking genomen wordt. Groepen :

1° teeltgroep 1 "weiland, basisvoeder" : deze groep betreft de volgende gewassen :

silomaïs code 201

korrelmaïs code 202

permanent weiland code 61

weiland met een bijzonder statuut code 613

tijdelijk weiland code 62

klaver code 72

luzerne code 73

andere voedergewassen code 743

2° teeltgroep 2 "braakland" : deze groep betreft de volgende gewassen :

braakland - leguminosen code 83

braakland - mengsel grasgewassen en leguminosen code 84

braakland - andere bedekkingen waarbij het gebruik van

braakleggingstoelagerechten mogelijk is code 85

braakland - bedekking op basis van een gecertificeerd zaadmengsel

met minstens 20 % van elke familie code 851

braakland - mengsel braakland fauna code 852

3° teeltgroep 3 "tuinbouw en boomkwekerij" : deze groep betreft de volgende gewassen :

groenteteelt in volle grond code 951

groenteteelt onder glas code 952

kwekerijen van fruit- of sierplanten code 9520

aromatische planten code 953

medicinale planten code 957

niet-eetbare tuinbouwgewassen code 96

meerjarige fruitteelten code 971

eenjarige fruitteelten code 972

hazelaar code 9201

notelaar code 9202

hop code 9822

4° teeltgroep 4 "andere jaarlijkse gewassen" : deze groep betreft de andere teelten die niet opgenomen zijn in de teeltgroepen 1, 2 en 3, behalve de volgende plantbedekkingen :

braakland - naakt braakland/spontane bedekking code 81

braakland - grasgewassen code 82

niet-voedingsgewassen van bijlage 5bis code 882

bosgewassen met korte rotatie code 883

miscanthus code 884

bebossing van landbouwgrond code 891

niet landbouwgrond in bosbedekking code 893

kwekerijen van bosplanten code 9560

Kerstbomen code 962

andere bedekkingen waarbij het gebruik van braakleggingstoelagerechten niet mogelijk is code 982

tabak code 9821.

§ 2. Voor de vier bovenvermelde teeltgroepen wordt de jaarlijkse steun op basis van de aangegeven oppervlakte berekend volgens onderstaande bedragen en oppervlakteschijven :

1° voor de groepen 1 en 2 bedoeld in § 1 wordt op grond van de gecumuleerde totaaloppervlakte voor de twee betrokken groepen de volgende steun verleend :

275 euro/ha voor de eerste 32 ha;

150 euro/ha boven de 32^e ha tot de 64^e ha;

75 euro/ha boven de 64^e ha;

2° voor groep 3 wordt op grond van de totaaloppervlakte voor die groep de volgende steun verleend :

750 euro/ha voor de eerste 14 ha;

450 euro/ha boven de 14^e ha;

3° voor groep 4 wordt op grond van de totaaloppervlakte voor die groep de volgende steun verleend :

350 euro/ha voor de eerste 32 ha;

225 euro/ha boven de 32^e ha tot de 64^e ha;

150 euro/ha boven de 64^e ha.

§ 3. Er wordt geen steun aan de biologische landbouw verleend indien de verhouding vertegenwoordigd door de oppervlakten die vastgelegd zijn voor de teelten van de in § 2 bedoelde groep 2 hoger is dan 50 % van de totaaloppervlakte voor alle teelten die het voorwerp zijn van de aanvraag tot steunverlening aan de biologische landbouw.

Art. 4. § 1. De producent die zijn bedrijf omvormt tot een biologisch landbouw-, tuinbouw- of veebedrijf dat de biologische productiemethode gebruikt en dat voldoet aan de in artikel 2 bedoelde voorwaarden, geniet een extra premie van 150 euro/ha voor de in aanmerking komende oppervlakten waarvoor geen enkele steun aan de biologische landbouw is verleend. Die jaarlijkse extra premie wordt over een periode van twee jaar gestort.

Wanneer de producent tijdens de verbintenisperiode bijkomende oppervlakten waarvoor geen steun aan de biologische landbouw is verleend tot de biologische productiemethode overgaat, wordt een gelijkwaardige jaarlijkse extra premie van 150 euro/ha toegekend voor die oppervlakten tijdens een periode van maximum twee jaar, waarbij ze evenwel tot het einde van genoemde periode beperkt wordt.

§ 2. De verbintenis van vijf jaar in de steunregeling voor de biologische landbouw slaat op de percelen die de producent in de loop van het eerste jaar van de verbintenis aangeeft. Wanneer de producent in de loop van de verbintenis steunverlening aan de biologische landbouw voor bijkomende percelen aanvraagt :

1) wordt geen verhoging toegekend als de bijkomende percelen niet overeenstemmen met een vermeerdering van 10 % of meer van de oppervlakten waarvoor de steunverlening aan de biologische landbouw wordt aangevraagd;

2) worden de nieuwe percelen opgenomen in de lopende verbintenis voor de nog te lopen verbintenisperiode wanneer ze een vermeerdering teweegbrengen van 10 % of meer van de oppervlakten waarvoor de steunverlening aan de biologische landbouw wordt aangevraagd;

3) wanneer de verhoging 50 % bereikt van de oppervlakten waarvoor de steunverlening aan de biologische landbouw wordt aangevraagd, wordt de lopende verbintenis door een nieuwe verbintenis van vijf jaar vervangen; de percelen die met de nieuwe verbintenis overeenstemmen moeten niet strikt overeenstemmen met die van de vorige verbintenis.

Art. 5. § 1. Voor de oppervlakten die aangegeven zijn voor de teeltgroep 1 "weiland, basisvoeder", zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, wordt de in de artikelen 3 en 4 bedoelde steun berekend op grond van het geheel van de oppervlakten die voor die groep aangegeven zijn wanneer het veebestand van het bedrijf minstens gelijk is aan 1 grootvee-eenheid (GVE) per ha gecumuleerde oppervlakten die aangegeven zijn voor de teeltgroepen 1 ("weiland, basisvoeder") en 2 ("braakland") zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 2°.

Wanneer het veebestand van het bedrijf lager is dan 0,6 GVE per ha gecumuleerde oppervlakten die aangegeven zijn voor de teeltgroepen 1 ("weiland, basisvoed") en 2 ("braakland") zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 2°, worden de oppervlakten waarmee rekening wordt gehouden voor de berekening van de steun betreffende groep 1 beperkt tot de oppervlakten van groep 1 ("weiland, basisvoed") die noodzakelijk zijn opdat genoemd veebestand 0,6 GVE per ha zou bereiken.

De dieren die in aanmerking komen voor de berekening van het veebestand, worden gefokt volgens de biologische productiemethode en hun houder moet de producent zijn op wie deze steun betrekking heeft. Al deze dieren bevinden zich in de productie-eenheid/eenheden die door deze producent beheerd worden.

De met deze dieren overeenstemmende veebestand is hun jaarlijkse gemiddelde bestand op het vlak van het bedrijf voor het in aanmerking genomen kalenderjaar. Deze druk wordt berekend op grond van de volgende elementen :

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem "Sanitel", wat de runderen betreft;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de producent in zijn oppervlakteaangifteformulier van het bedoelde jaar en waarvan de aanwezigheid in het bedrijf bevestigd is door de private controle-instelling voor het bedoelde jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen en geiten.

Het aantal GVE's betreffende die dieren wordt berekend d.m.v. volgende coëfficiënten :

1° runderen van twee jaar en ouder, paardachtigen ouder dan zes maanden : 1 G.V.E.

2° runderen tussen 0 en zes maanden : 0,4 G.V.E.

3° runderen tussen zes maanden en 2 jaar : 0,6 G.V.E.

4° oeien of geiten ouder dan 6 maanden : 0,15 G.V.E.

5° hertachtigen ouder dan zes maanden : 0,25 G.V.E.

§ 2. Percelen met minder dan 250 fruitbomen per hectare komen niet in aanmerking voor steunverlening aan de biologische fruitteelt.

Art. 6. Iindiende rechthebbende in de loop van de verbintenisperiode zijn bedrijf geheel of gedeeltelijk aan een andere producent overdraagt, kan deze laatste overeenkomstig de artikelen 27 en 44 van Verordening (EG) nr. 1974/2006 de verbintenis voor de resterende looptijd overnemen, voor zover hij die overname heeft uitgevoerd en meegedeeld overeenkomstig de instructies van de administratie. In het tegenovergestelde geval moet de overdragende producent de sinds het begin van zijn verbintenis ontvangen steun terugbetalen.

Overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 44 van Verordening (EG) nr. 1974/2006 mag de administratie deze terugbetaling niet opeisen in geval van definitieve stopzetting van de landbouwactiviteiten door de producent die reeds een belangrijk deel van zijn verbintenis heeft uitgevoerd en indien overname van de verbintenis door een opvolger niet haalbaar is of in geval van overmacht of buitengewone omstandigheden.

Art. 7. De oppervlaktecontroles betreffende de in de steunaanvragen aangegeven teelten en de controles op de dieren waarvoor steun wordt aangevraagd worden door de administratie uitgevoerd.

Die controles bestaan in verificaties die met de GBCS-gegevens en de Sanitel-gegevens gekruist worden. De controles zijn bovendien in voorkomend geval gebaseerd op de tellingen uitgevoerd door de controle-instelling belast met de controle op de toepassing van het bestek voor de biologische landbouw binnen het bedrijf van de producent, alsook op bijkomende aangiften van de producent.

Art. 8. De administratie is belast met de betaling van de steun aan de biologische landbouw alsook met de invordering van de ten onrechte gestorte betalingen.

Behalve in behoorlijk verantwoorde gevallen, wordt de steun één keer per jaar aan de begunstigden gestort, uiterlijk binnen vijf maanden na het einde van het kalenderjaar waarin de aanvragen zijn ingediend.

In het geval van een ten onrechte gestort bedrag of van een bijkomende heffing kan de administratie, ongeacht de steunregeling die door haar beheerd wordt, in een compensatie voorzien met elk steunbedrag bedoeld in dit besluit dat verschuldigd is aan de producent die de steun aanvraagt.

De inspecteur-generaal van de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 9. § 1. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete, overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt aangewezen als de ambtenaar die bevoegd is om de handelingen te verrichten en de beslissingen te nemen m.b.t. de administratieve boeten bedoeld in het vorige lid.

§ 2. De controles, verminderingen en uitsluitingen worden overeenkomstig de Verordeningen (EG) nr. 1974/2006 en (EG) nr. 1975/2006 toegepast.

Indien een verschil wordt vastgesteld tussen de oppervlakten die door de producent aangegeven zijn voor een teeltgroep bedoeld in artikel 3, § 1, en de oppervlakten die voor dezelfde teeltgroep tijdens administratieve controles of controles ter plaatse vastgelegd worden, wordt de toegekende steun berekend door de vermindering van de oppervlakten, voortvloeiend uit de toepassing van de verminderingen en uitsluitingen op de verschillende in artikel 3, § 2, bedoelde oppervlakteschijven te verdelen volgens de evenredige verhouding van elk van die schijven tot de totaaloppervlakte die voor die teeltgroep gewassen aangegeven is, onverminderd de modaliteiten tot toepassing van de straffen bedoeld in voornoemde regeling.

Elk ten onrechte betaald bedrag wordt overeenkomstig artikel 73 van Verordening (EG) nr. 796/2004 teruggevorderd. Het kan afgetrokken worden van de eerste betaling verricht na de datum van de beslissing tot terugbetaling, ongeacht de steun waarop genoemde betaling betrekking heeft.

Art. 10. Op straffe van uitsluiting wordt het beroep tegen de overeenkomstig dit besluit en de desbetreffende toepassingsmodaliteiten genomen beslissingen bij aangetekend schrijven aan de administratie gericht binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing, op straffe van nietigheid. De indiening van een beroep heeft geen invloed op de opschorting van een eventuele aanvraag tot terugbetaling van de ten onrechte betaalde bedragen, noch op de berekening van de eventuele verwijlntresten.

Art. 11. § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende steun aan de biologische landbouw wordt opgeheven.

Wat betreft de producenten die voor het boekjaar 2006 of een voorafgaand boekjaar in aanmerking komen voor de overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2006 verleende steun, blijft die regeling evenwel van toepassing tot het einde van hun vijfjarige verbintenis.

§ 2. Wanneer de producent vraagt om bijkomende percelen te verbinden bovenop een lopende verbintenis overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003, wordt, in afwijking van het tweede lid van § 1 van dit artikel en § 2 van artikel 4, :

1) geen verhoging toegekend als de bijkomende percelen niet overeenstemmen met een vermeerdering van 10 % of meer van de oppervlakten waarvoor de steunverlening aan de biologische landbouw wordt aangevraagd;

2) de lopende verbintenis overeenkomstig dit besluit door een nieuwe verbintenis van vijf jaar vervangen indien de bijkomende percelen overeenstemmen met een vermeerdering van 10 % of meer van de oppervlakten waarvoor steunverlening aan de biologische landbouw wordt aangevraagd, waarbij de percelen die met de nieuwe verbintenis overeenstemmen niet strikt moeten overeenstemmen met die van de vorige verbintenis.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2008

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;
B. LUTGEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2008 — 1828

[2008/202043]

22 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 2, 1^o, a);

Vu l'arrêté royal n^o 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun, modifié par l'arrêté royal n^o 238 du 31 décembre 1983, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1992 fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun en Région wallonne, modifié le 1^{er} septembre 1994, le 14 septembre 1995 et le 11 janvier 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1993 fixant la procédure et le calendrier de transmission des propositions de structures tarifaires pour le transport en commun en Région wallonne;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le point 9 de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun de la Région wallonne est remplacé par les dispositions suivantes :

9. Frais administratifs

9.1. Le voyageur qui ne dispose pas d'assez d'argent pour s'acquitter du prix du transport ou lorsque le change n'est pas possible, peut être transporté, à condition :

- d'être en ordre de paiement pour des amendes ou frais administratifs antérieurs;
- de présenter une pièce d'identité.